



CHAPITRE 78

Loi modifiant la Loi des fabriques

[Sanctionnée le 5 juillet 1968]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 4 de la Loi des fabriques (13-14 Elizabeth II, chapitre 76) est modifié :

a) en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) arrêter l'emplacement des églises, des chapelles et des autres édifices paroissiaux ainsi que des cimetières, en approuver les plans, les devis et le coût ; » ;

b) en remplaçant le paragraphe *d* par le suivant :

« *d*) réglementer l'exercice du culte dans les églises, les chapelles et les autres lieux de culte ; ».

Id., a. 5,
mod.

2. L'article 5 de ladite loi est modifié en ajoutant, dans la deuxième ligne du paragraphe *a*, après le mot « chapelles », les mots « , lieux de culte ».

Id., a. 13,
mod.

3. L'article 13 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne du premier alinéa, les mots « les biens nécessaires à » par les mots « des biens pour les fins de ».

Id., a. 15,
remp.

4. L'article 15 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Siège
social.

« **15.** Le siège social d'une fabrique est situé au lieu de résidence habituelle du curé ou du desservant ou à tout autre

CHAPTER 78

An Act to amend The Fabrique Act

[Assented to 5th July 1968]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 4 of The Fabrique Act (13-14 Elizabeth II, chapter 76) is amended :

(a) by replacing paragraph *a* by the following:

"(a) establish the sites of churches, chapels and other parish buildings and cemeteries, and approve the plans, specifications and cost thereof;" ;

(b) by replacing paragraph *d* by the following:

"(d) regulate worship in churches, chapels and other places of worship;".

1965, c.
76, s. 4,
am.

2. Section 5 of the said act is amended by adding after the word "chapels" in the third line of paragraph *a* the words " , places of worship".

Id., s. 5,
am.

3. Section 13 of the said act is amended by replacing the words "the property necessary" in the third and fourth lines of the first paragraph by the word "property".

Id., s. 13,
am.

4. Section 15 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 15,
replaced.

"**15.** The corporate seat of a *fabrique* shall be situated at the place of usual residence of the pastor or ministering

Corporate
seat.

endroit de la paroisse ou de la desserte fixé par un décret de l'évêque. ».

cleric, or at any other place in the parish or chapelry fixed by decree of the bishop."

1965, c.
76, a. 18,
mod.

5. L'article 18 de ladite loi, modifié par l'article 7 de la loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 82, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe *c* par le suivant:
« *c*) acquérir, établir, ériger, posséder, maintenir, administrer et gérer des églises, chapelles, presbytères, cimetières, caveaux funéraires et autres constructions; ».

5. Section 18 of the said act, amended by section 7 of the act 15-16 Elizabeth II, chapter 82, is again amended by replacing paragraph *c* by the following:
“(c) acquire, establish, erect, possess, maintain, administer and manage churches, chapels, parsonages, cemeteries, burial vaults and other buildings;”.

Id., a. 44,
remp.

6. L'article 44 de ladite loi est remplacé par le suivant:

6. Section 44 of the said act is replaced by the following: Id., s. 44, replaced.

Renoncia-
tion à
l'avis.

« **44.** Tout membre de la fabrique présent à une assemblée peut renoncer par écrit à l'avis de convocation de cette assemblée. ».

“**44.** Any member of the *fabrique* present at a meeting may waive, in writing, notice of convocation of such meeting.”. Waiver of notice.

1965, c.
76, a. 47,
remp.

7. L'article 47 de ladite loi est remplacé par le suivant:

7. Section 47 of the said act is replaced by the following: 1965, c. 76, s. 47, replaced.

Procès-
verbal.

« **47.** Un procès-verbal des décisions prises par la fabrique à chaque assemblée doit être rédigé; ce procès-verbal, après approbation à la fin de l'assemblée dont il s'agit ou à l'assemblée suivante, doit être signé par le président de l'assemblée à laquelle il est approuvé et par le secrétaire. ».

“**47.** Minutes of the decisions taken by the *fabrique* at each meeting shall be drawn up; such minutes, after approval at the end of the meeting concerned or at the following meeting, shall be signed by the chairman of the meeting at which they are approved and by the secretary.”. Minutes.

1965, c.
76, a. 55,
remp.

8. L'article 55 de ladite loi est remplacé par le suivant:

8. Section 55 of the said act is replaced by the following: 1965, c. 76, s. 55, replaced.

Procès-
verbal.

« **55.** Un procès-verbal des décisions prises par les paroissiens à chaque assemblée doit être rédigé; ce procès-verbal, après approbation à la fin de l'assemblée dont il s'agit ou à l'assemblée suivante, doit être signé par le président de l'assemblée à laquelle il est approuvé et par le secrétaire. ».

“**55.** Minutes of the decisions taken by the parishioners at each meeting shall be drawn up; such minutes, after approval at the end of the meeting concerned or at the following meeting, shall be signed by the chairman of the meeting at which they are approved and by the secretary.”. Minutes.

1965, c.
76, a. 56,
mod.

9. L'article 56 de ladite loi est modifié en ajoutant, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, après les mots « de la paroisse », les mots « ou de la desserte ».

9. Section 56 of the said act is amended by adding after the word “parish” in the third line of the second paragraph the words “or of the chapelry”. 1965, c. 76, s. 56, am.

Id., a. 58,
mod.

10. L'article 58 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la troisième ligne, les mots « ou de la desserte ».

10. Section 58 of the said act is amended by striking out the words “or of the chapelry” in the third and fourth lines. Id., s. 58, am.

1965, c.
76, a. 62,
mod.

11. L'article 62 de ladite loi est modifié en ajoutant, dans la septième ligne, après les mots « la paroisse », les mots « ou de la desserte ».

11. Section 62 of the said act is amended by adding, after the word "parish" in the seventh line, the words "or of the chapelry".

Id., a. 63,
rempl.

12. L'article 63 de ladite loi est remplacé par le suivant :

12. Section 63 of the said act is replaced by the following :

Privilège.

« **63.** Le montant de la cotisation imposée sur un immeuble par un acte de cotisation porte privilège sur cet immeuble, mais jusqu'à concurrence seulement des versements échus et impayés sur la cotisation. Cependant ce privilège n'existe que si avant l'échéance du versement une copie certifiée de l'acte de cotisation avec mention de la date de son homologation a été déposée au bureau de la division d'enregistrement où est situé l'immeuble.

« **63.** The amount of the assessment imposed on an immovable by an act of assessment shall be a privileged claim on such immovable, but only up to the amount of the instalments due and unpaid on the assessment. Nevertheless, such privilege shall not exist unless, before the instalment falls due, a certified copy of the act of assessment, mentioning the date of its homologation, has been deposited in the office of the registration division in which the immovable is situated.

Indications.

Lorsqu'un registrateur reçoit une telle copie d'un acte de cotisation, il doit y indiquer l'heure et la date de sa réception et la conserver dans ses archives.

When a registrar receives such a copy of an act of assessment, he shall indicate thereon the hour and date of receipt thereof, and shall keep it in his records.

Exemption.

L'acte de cotisation demeure exempt de tout autre formalité de l'enregistrement. ».

The act of assessment shall remain exempt from any other formality of registration."

1965, c.
76, a. 71,
mod.

13. L'article 71 de ladite loi est modifié en remplaçant les six dernières lignes du deuxième alinéa par ce qui suit :

« de la façon prévue à cette loi, sans qu'elle soit tenue d'obtenir quelque autorisation que ce soit de l'évêque, et l'acte de cotisation ainsi révisé produit à tous égards les mêmes effets que si la révision avait été faite par les syndics en vertu de la Loi des paroisses et des fabriques et pour ces fins, la fabrique remplace les commissaires nommés en vertu de cette loi. ».

13. Section 71 of the said act is amended by replacing the last six lines of the second paragraph by the following :

"in the manner provided in such act, without it being required to obtain any authorization from the bishop, and the act of assessment so revised shall have the same effect in every respect as if the revision had been made by the trustees under the Parish and Fabrique Act and for such purposes the fabrique shall replace the commissioners appointed under such act."

Id., a.
72a, aj.

14. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 72, le suivant :

14. The said act is amended by adding after section 72 the following :

Transmission
de registres,
etc.

« **72a.** Les registres, archives ou autres documents qui étaient, le premier janvier 1966, entre les mains des commissaires civils pour l'érection des paroisses de chacun des diocèses du Québec sont transmis au chancelier de chacun de ces diocèses qui en devient le dépositaire. ».

« **72a.** The registers, records or other documents which, on the 1st of January 1966, were in the hands of the civil commissioners for the erection of the parishes of each of the dioceses of the Province of Québec shall be transmitted to the chancellor of each such diocese who shall become the depositary thereof."

1965, c.
76, s. 74,
rempl.

15. L'article 74 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 79, est remplacé par le suivant:

Droits
confirmés,
etc.

« **74.** Toute fabrique qui détient des biens pour fins de loisirs a toujours eu le droit et la capacité d'acquérir, de détenir et d'administrer ces biens; elle a aussi le droit et la capacité de les détenir et administrer et d'acquérir, détenir et administrer des biens meubles pour ces fins; une telle fabrique doit, à la demande de l'évêque du diocèse, disposer des biens qu'elle détient alors pour fins de loisirs, à titre gratuit ou onéreux, dans le délai et aux conditions qu'il détermine.

Acquisi-
tions, etc.,
prohibées.

Aucune autre fabrique ne peut, après le 5 juillet 1968, acquérir, détenir ou administrer des biens pour fins de loisirs ni exploiter des oeuvres ou entreprises de loisirs. ».

Interpré-
tation.

16. L'article 13 est déclaratoire.

Entrée en
vigueur.

17. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

15. Section 74 of the said act, amended by section 1 of the act 15-16 Elizabeth II, chapter 79, is replaced by the following:

1965, c.
76, s. 74,
replaced.

“**74.** Every *fabrique* which holds property for recreational purposes has always had the right and capacity to acquire, hold and administer such property; it also has the right and capacity to hold and administer it and to acquire, hold and administer moveable property for such purposes; upon the request of the bishop of the diocese, such a *fabrique* shall dispose, by gratuitous or onerous title, of the property which it then holds for recreational purposes, within the delay and subject to the conditions which he determines.

Rights
confirmed,
etc.

After the 5th of July 1968, no other *fabrique* shall acquire, hold or administer property for recreational purposes or administer recreational activities or undertakings.”.

Acquisi-
tion, etc.,
prohibit-
ed.

16. Section 13 is declaratory.

Interpre-
tation.

17. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.